



Mettons Macron, Philippe et leurs commanditaires au chômage !

On peut quand même trouver quelques circonstances atténuantes au Premier ministre. Difficile de parler des heures sans pouvoir dire franchement ce que pourtant tout le monde sait : semaine après semaine, les impératifs économiques s'imposent aux impératifs sanitaires, nos vies passent au second plan derrière les profits du grand patronat.

Confinés puis déconfinés, mais toujours sans moyens sérieux

Le déconfinement a déjà commencé, il s'est accéléré depuis l'appel de Macron à la reprise d'ici le 11 mai. Les transports en commun sont bondés en région parisienne aux horaires des travailleurs « essentiels ». La production a repris dans les usines comme à Toyota Onnaing ou à Renault Flins.

« *Le principal geste barrière reste la distance physique* », a rappelé doctement Édouard Philippe. Qui peut y croire sur les chaînes de montage, les chantiers du bâtiment, dans les centres de tri de la Poste ou les transports en commun ? Les promesses creuses se succèdent – où est passé le « plan d'urgence pour l'hôpital » annoncé mi-mars ? Dernière en date, des « *brigades épidémiologiques* » pisteront le virus dans chaque ville. Mais faute de médecins, l'État fera appel à des « *volontaires de la Croix-Rouge* » !

De l'argent il y en a !

Ce plan de déconfinement dans la pénurie se déroule en parallèle du plus ambitieux « *plan de sauvetage* » de l'économie de toute l'histoire récente. Les milliards pleuvent sur les entreprises et leurs actionnaires.

Un chiffre pour les résumer tous : 7 milliards d'euros pour le sauvetage d'Air France, 39 millions pour l'aide alimentaire. Alors que les queues s'allongent devant toutes les soupes populaires, le gouvernement débourse 180 fois plus pour arroser les actionnaires d'une seule entreprise que pour éviter la malnutrition dans les quartiers pauvres !

Le chantage à l'emploi comme politique de la santé du capital

Cette pluie de milliards s'accompagne d'une supplique patronale permanente : si la crise sanitaire continue, ou plutôt, si des mesures trop rigoureuses sont prises face à la crise sanitaire, nous serons contraints de licencier massivement. Ainsi chaque tra-

vailleur est sommé de choisir entre sa santé et son bifeck.

Mais le chômage qui s'abat déjà sur des millions de travailleurs – les statistiques nationales n'ont jamais constaté une augmentation aussi fulgurante – n'est pas le symptôme de la crise économique, c'est plutôt la réponse immunitaire du patronat qui défend ses profits. Il n'a rien de naturel, il est le produit du choix de licencier en masse plutôt que d'éponger les frais de deux mois de confinement.

Les grands groupes publics ont montré l'exemple : ni la SNCF, ni la Poste n'ont renouvelé les nombreux CDD ou contrats d'intérim qui ont expiré en mars ou avril. D'où une vague de licenciements qui a touché d'abord les plus précaires – mais qui se généralisera. Même Air France a promis un « plan social », avec ses 7 milliards en poche !

Le gouvernement facilite sciemment la tâche des licencieurs en prolongeant ce qu'il a appelé un « *état d'urgence sanitaire* » mais qui n'est qu'une suite de dérogations au droit du travail qui permet au patronat de faire travailler plus d'un côté, de licencier plus de l'autre. Ce chantage à l'emploi généralisé est le spectre qui hante le « déconfinement ». C'est sous sa pression que les parents devront décider s'ils remettent leurs enfants à l'école à partir du 11 mai – la dernière bassesse du gouvernement étant de faire peser ce choix sur les familles.

Mais ce n'est pas une fatalité. Si le chômage est l'arme des capitalistes pour faire payer la crise aux travailleurs, ceux-ci ont tous les moyens de s'y opposer en s'unissant dans la lutte autour de revendications essentielles comme l'interdiction des licenciements. Pour les salariés, il s'agit de défendre leur peau dans la crise économique comme dans la crise sanitaire. Un premier pic de « droits de retrait » avait donné des sueurs froides au patronat et au gouvernement au début du confinement. À nous de préparer le tsunami de colère sociale qui les emportera tous.

Ils voudraient ne distribuer que les prunes

Port du masque obligatoire dans les transports mais pas question pour les directions de gérer la distribution de ces masques. Que les voyageurs se débrouillent ! Par contre dirigeants de la RATP et de la SNCF ont dit au gouvernement qu'ils étaient candidats pour verbaliser les usagers sans masques. Après nous avoir dit comme à tout le monde que les masques n'étaient pas utiles, et même défendu pendant un temps d'en porter sur la plateforme, on voudrait nous envoyer nous exposer pour mettre des amendes pour non utilisation de masque... Et puis quoi encore ?!



Olivier Besancenot @olbesancenot · Apr 27

« Faire payer des masques ! C'est comme vendre des bouées en plein naufrage ! » Selon Bercy, le marché régulera les prix . Et selon l'IGPN, aucune relation ne peut être établie entre le Gouvernement et la pénurie sanitaire ??

Vu à la TV

L'appel au "civisme" de Penicaud pour faire reprendre les chantiers a visiblement été reçu 5/5 sur nos lignes. Au point qu'une petite visite d'un inspecteur du travail (filmée par les caméras de fr3) sur le chantier de Sèvres permet de découvrir qu'au lieu des 7 ouvriers annoncés... il y en a 30 !

Le "civisme" c'est visiblement d'envoyer au boulot tout le monde sans aucun respect des critères de sécurité prévus en ces temps de pandémie.

Quelle « distanciation sociale » entre les paroles et les actes ?

Edouard Philippe a déclaré que la distanciation sociale sera respectée dans les transports... tout en tenant le cap d'une reprise massive du travail à l'horizon du 11 mai. Et sans annoncer aucune mesure rendant cette distanciation sociale possible dans ces conditions.

Fermer les entreprises non essentielles qui sont restées ouvertes, prolonger la mise en sommeil de celles qui ont fermé, aménager les horaires dans les autres : les solutions existeraient. Mais il s'agirait pour cela de tordre le bras du patronat...

La direction compte bien nous envoyer en première ligne pour faire respecter ces « gestes barrière » dans des conditions où ils seront intenables. Hors de question de faire les frais de leur politique.

On se skype ?

Les chefs de certains secteurs envoient des questionnaires par SMS ou nous invitent début mai à des réunions virtuelles. Probablement qu'ils nous parleront des mesures dans l'organisation du travail (ou de l'absence de mesures !) en vue du déconfinement général et qu'ils nous diront que tout se passera très bien. On a bien vu que pour se protéger du virus, il ne faut compter que sur nous-mêmes et ne pas attendre d'éventuelles décisions venues d'en haut. La direction organise le déconfinement à sa sauce, on aurait bien intérêt à faire de même et se préparer à imposer nos conditions.



Il faut les bons masques

La propre réglementation de la SNCF prévoyait la dotation de masques FFP2 aux agents en contact avec les voyageurs en cas de pandémie, référentiel qu'elle a discrètement abrogé fin février au début de l'épidémie de coronavirus. Le gouvernement a eu plus d'un mois et demi pour préparer le déconfinement et va visiblement peiner à fournir la population ne serait-ce qu'en masques FFP1.

Collé, serré mais bien masqué

La direction a mis en place début avril des fiches de prévention sanitaire COVID-19. Celles-ci visent à préciser les mesures de prévention vis-à-vis des agents en complément des gestes barrières qu'elle demande de respecter... seulement quand elle le décide. En effet, si ces fiches précisent en rouge gras que la distance minimale d'un mètre entre deux agents doit être respectée, on peut lire dans un exemple un peu plus bas que si ces agents doivent travailler dans un local ne permettant pas de respecter cette règle, ils devront porter chacun un masque FFP1 ou équivalent.

Le port du masque ne doit pas remplacer les gestes barrières mais doit s'y rajouter !

Pour travailler en toute sécurité, imposons le respect des « gestes barrière » et le port de masques en toute occasion !

Préserver sa santé, un travail à temps plein

Ces fiches sanitaires évoquent également des mesures complémentaires à effectuer avant et après les différentes interventions. Cela serait une erreur de voir ces mesures comme une charge de travail en plus qui se rajoute à celles déjà existantes.

Tant pis si cela nous empêche de faire plusieurs interventions : on repoussera les dérangements ou les maintenances aux jours suivants.

Notre santé et notre sécurité devront passer avant la production.

Leurs idées pourries ne sont pas confinées (ADC)

Va falloir s'y habituer, le coronavirus sera une excuse pour tout : les réserves dans des lieux sans local de réserve, l'auto-commande, et maintenant les journées de formation virtuelles... Valider l'apprentissage de procédures exceptionnelles en nous envoyant des QCM afin de remplacer des journées de formation, c'était dans leurs cartons bien avant le début de l'épidémie. Mais ils reviennent à la charge pour tenter de nous le faire avaler avec le virus. Quand on est chez nous, on n'est pas au boulot : pas question d'ouvrir leurs mails, et encore moins d'y répondre.

Gourmandise...

Concernant les 5 jours de repos imposés, des directions locales ont été au-delà de ce que prévoyait la direction nationale, en refusant par exemple d'inclure les reliquats de congés de 2019. En attendant de se battre tous ensemble contre le vol des 5 jours, soyons vigilants à ce que les tauliers ne nous aient pas imposés 6, 7 ou 8 jours sur la période.

... et Avarice

La direction de la SNCF a sauté sur les ordonnances du gouvernement pour nous piquer des repos. Par contre, silence de mort concernant une prime pour celles et ceux qui ont continué à aller au travail pendant la période de confinement.

Il faut dire que dans bien des secteurs les annonces du début ont été revues à la baisse. Dans la grande distribution, au lieu des 1000 euros pour toutes et tous, les primes sont laissées à l'appréciation de chaque magasin franchisé et sont au prorata du temps de travail. Même dans le secteur hospitalier, les dirigeants jouent à différencier celles et ceux qui sont en unité Covid-19 et les autres.

Bien des caissières et des infirmières disent de toutes manières que corona ou pas, leurs salaires sont bien trop bas. C'est tous ensemble qu'il faudra aller chercher des augmentations générales pour l'ensemble des travailleurs.

**LES PATRONS
AVANÇENT MASQUÉS**



3 AVRIL 2020

Le 1er mai, pour les luttes des travailleurs pour un monde meilleur !

Avant d'être récupéré en « fête du travail », le 1er mai est depuis 1886 l'occasion pour les travailleurs du monde entier de manifester pour leurs revendications. Un 1er mai de lutte est plus que jamais nécessaire, alors que les ouvriers et employés de tous les pays sont au front de la guerre sanitaire et que c'est à eux que les capitalistes voudraient faire payer la crise.

Pendant la Première Guerre mondiale, le 1er mai 1916, quelques dizaines d'ouvriers de Berlin rassemblés malgré l'interdiction ont pu écouter un discours anti-impérialiste et anti-guerre du révolutionnaire Karl Liebknecht. Réprimé sévèrement, l'événement a néanmoins déclenché une réaction en chaîne de grèves et de manifestations annonciatrices de la révolution russe de 1917.

La situation n'est pas comparable, même si, comme à l'époque, les manifestations sont interdites – le prétexte sanitaire fait long feu après la réouverture des usines, bureaux, écoles et centres commerciaux.

Tous les moyens, même symboliques, sont bons pour exprimer la colère des travailleurs et leurs revendications le 1er mai : en ligne, sur les balcons ou, encore mieux, dans la rue !



En ces temps de crise sanitaire, retrouvez quotidiennement nos parutions (éditoriaux politiques, articles, vidéos...) en ligne :

www.convergencesrevolutionnaires.org

Page Facebook : Convergences Révolutionnaires